



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Organisation
mondiale de la Santé

Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie - Tél: (+39) 06 57051 - Courrier électronique: codex@fao.org - www.codexalimentarius.org

Point 9.2 de l'ordre du jour

CX/FICS 24/27/9 Add. 2

PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

**COMITÉ DU CODEX SUR LES SYSTÈMES D'INSPECTION ET DE CERTIFICATION
DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS ALIMENTAIRES**

Vingt-septième session

Cairns (Australie)

16 – 20 septembre 2024

PROPOSITIONS DE NOUVEAUX TRAVAUX CONCERNANT LES ENJEUX MONDIAUX ÉMERGENTS

**PARTIE 2 : DOCUMENT DE TRAVAIL SUR LA NUMÉRISATION¹ DES SYSTÈMES NATIONAUX
DE CONTRÔLE DES ALIMENTS**

(Préparé par l'Australie, les Pays-Bas et le Royaume-Uni)

Historique

1. Au cours de l'atelier intersessions sur les questions émergentes organisé par le Comité du Codex sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (CCFICS) (ci-après « l'atelier ») le 21 mai 2024, les participants ont examiné une question émergente nouvellement identifiée à la suggestion de l'Australie concernant l'élaboration de principes pour la numérisation des systèmes nationaux de contrôle des aliments (SNCA). Les participants à l'atelier sont convenus qu'il s'agissait d'une question importante et que l'Australie, en collaboration avec les Pays-Bas et le Royaume-Uni, élaborerait un document de travail et éventuellement un projet de proposition de nouveaux travaux pour examen et discussion à la 27^e session du CCFICS (2024).
2. Plus de 362 inscrits, dont des membres, des observateurs et des organisations internationales, ont participé à l'atelier pour examiner les contributions à l'annexe A de la lettre circulaire (CL 2023/66-FICS).

Discussion

3. Il est internationalement reconnu que l'adoption de modes de fonctionnement numériques par les organes de réglementation peut contribuer à l'amélioration de la productivité, de la durabilité et de la résilience des systèmes alimentaires².
4. Le présent document identifie les défis actuels que les autorités compétentes doivent relever en raison du manque d'orientations disponibles, et examine les opportunités, les besoins, les avantages et les difficultés de soutenir un débat plus approfondi sur la nécessité que le CCFICS entame des travaux visant à élaborer des principes de haut niveau dans ce domaine.
5. Les systèmes de production et d'échange des denrées alimentaires sont de plus en plus diversifiés et complexes, et de grandes quantités d'informations sont collectées tout au long des chaînes d'approvisionnement pour garantir la sécurité sanitaire des aliments et le respect des exigences liées au commerce. La collecte de données fiables et dignes de confiance pouvant être analysées et partagées est essentielle³ pour les autorités réglementaires et les entreprises alimentaires impliquées dans la production et la transformation des aliments, la sécurité sanitaire des aliments, la santé publique et le commerce.
6. L'une des principales raisons incitant les gouvernements et les entreprises à utiliser les technologies numériques est de simplifier la collecte, l'analyse et le partage des informations relatives à la chaîne d'approvisionnement et de mieux soutenir la prise de décision fondée sur les données (potentiellement en temps réel). Les approches numériques ont un énorme potentiel pour améliorer l'efficacité et l'efficience

¹ L'élaboration de processus et la modification des flux de travail pour améliorer les systèmes manuels

² OECD (2019), Digital Opportunities for Better Agricultural Policies, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/571a0812-en>.

³ FAO and WHO (2020), The Future of food safety: Transforming knowledge into action for people, economies and the environment – Transforming knowledge into action for people, economies and the environment. Technical summary by FAO and WHO. Rome. <https://doi.org/10.4060/ca8386en>

des SNCA et la manière dont les autorités compétentes réglementent et soutiennent le commerce. Cependant, il n'existe pas de directives ou de principes du Codex pour aider les autorités dans leur réflexion initiale sur la numérisation des parties appropriées de leur système de contrôle. En l'absence de tels documents, les autorités peuvent avoir du mal à gérer le processus à suivre pour évaluer l'intérêt de numériser certaines parties de leur système de contrôle. Bien que la technologie soit généralement devenue plus accessible à un plus grand nombre de personnes, les coûts dépendent des conditions du marché local et peuvent être influencés par l'expertise technique et l'infrastructure disponibles. Dans de telles circonstances, il serait utile de procéder à une analyse coûts-avantages pour s'assurer que toute utilisation proposée d'une solution numérique est ciblée et adaptée à l'objectif visé. La communication et la collaboration entre les agences d'un même pays sont des facteurs importants à cet égard.

7. Le besoin croissant de passer au numérique suscite un intérêt grandissant au sein du Comité concernant l'élaboration d'orientations ou de principes sur la numérisation. Cette évolution est illustrée par le nombre de questions liées au numérique soulevées au sein du Comité et les principes et directives suivants, existants ou en cours d'élaboration/examen :
 - a. *Directives pour la conception, l'établissement, la délivrance et l'utilisation des certificats officiels génériques* (CXG 38-2001)
 - b. *Principes et directives pour le suivi des performances de systèmes nationaux de contrôle des aliments* (CXG 91-2017)
 - c. *Principes et directives sur l'utilisation d'audits et d'inspections à distance dans les cadres réglementaires* (CXG 102-2023)
 - d. Avant-projet de Directives relatives à la prévention et au contrôle de la fraude alimentaire – en cours d'élaboration
 - e. *Principes applicables à la traçabilité/au traçage des produits en tant qu'outil d'un système d'inspection et de certification des denrées alimentaires* (CXG 60-2006) – à l'étude
 - f. *Principes et directives pour l'évaluation et l'utilisation de programmes volontaires d'assurance par des tiers* (CXG 93-2021)
8. L'intérêt et le travail du Comité dans ce domaine sont susceptibles d'augmenter au cours de la décennie à venir.
9. Outre les orientations susmentionnées, d'autres organisations internationales ont réalisé ou réalisent des travaux considérables dans le domaine du commerce numérique et des normes de données. Ces travaux nécessitent un examen approfondi afin d'identifier les priorités pour permettre un alignement adéquat concernant la numérisation des SNCA ou de certaines parties de ceux-ci. Il convient de noter que la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) étudie l'utilisation d'outils numériques pour étayer les décisions visant à prévenir l'apparition de foyers d'organismes nuisibles aux végétaux⁴. La CIPV et l'Organisation mondiale de la santé animale⁵ (OMSA) ont élaboré des documents sur l'application de la certification phytosanitaire et vétérinaire électronique. Les travaux entrepris par la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU), l'Organisation mondiale des douanes (OMD), l'Organisation internationale de normalisation (ISO) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pourraient également être utiles.
10. Une analyse préliminaire des lacunes des textes du Codex concernant le numérique montre que les orientations actuelles font référence aux « moyens électroniques » sans autre précision. Lorsque des orientations plus descriptives sont fournies, elles sont spécifiques à certaines parties des SNCA alors qu'elles pourraient avoir une application et un intérêt plus larges (voir l'**annexe 2**). Les orientations existantes influencent la manière dont les pays abordent la numérisation des SNCA, en ciblant souvent des éléments spécifiques en parallèle, ce qui conduit fréquemment à des systèmes qui ne « communiquent pas entre eux ». L'objectif à long terme devrait être de connecter progressivement ces éléments.
11. Les textes existants du CCFICS encouragent l'utilisation, la collecte et/ou l'échange de données par le biais de modèles standardisés et/ou d'orientations pouvant inclure des critères, etc. Les informations et les données de ces différents modèles peuvent être stockées sous forme numérique et, en plus de pouvoir

⁴ Site de la CIPV (2023) [Les pays africains tirent parti des progrès scientifiques et de la technologie numérique et améliorent leurs capacités techniques pour prévenir les apparitions d'organismes nuisibles aux végétaux – Convention internationale pour la protection des végétaux \(ippc.int\)](https://www.ippc.int/)

⁵ OMSA (Inconnu) Élaboration d'un cadre régissant la facilitation de la certification vétérinaire électronique pour les échanges internationaux sur la base d'un système de guichet unique [a-veterinary-certification.pdf \(woah.org\)](https://www.woah.org/)

être échangées dans ce format, peuvent présenter un intérêt supplémentaire, car il est beaucoup plus aisé de les extraire, de les combiner, de les interroger et de les analyser. La transition vers des dossiers et des plateformes numériques pourrait également entraîner des gains d'efficacité/de productivité proportionnels qui contribueraient à des objectifs plus larges des SNCA et à ceux des organes de tutelle du Codex, par exemple la transformation du système alimentaire, car il est plus facile de déplacer des données que des personnes ou du papier et cela nécessite moins de ressources. Les données peuvent être centralisées et consultées depuis différents lieux.

12. Les autres aspects à prendre en compte lors de la numérisation des SNCA peuvent inclure les normes et l'intégration des données, la sécurité, le flux, la propriété et la transparence des données, ainsi qu'une série de cadres réglementaires et d'initiatives politiques lors de la conception et de la mise en œuvre de systèmes numériques destinés à des parties spécifiques des SNCA.
13. Le CCFICS pourrait envisager l'élaboration de principes qui reflètent les considérations de haut niveau pour les pays qui ont entamé la numérisation de parties de leur SNCA, ou qui cherchent à entamer ce processus, et dans le cas de l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA), assurer l'utilisation responsable et éthique des outils disponibles, y compris ceux qui peuvent être développés en interne. Le résultat attendu de ces travaux relèverait du mandat du CCFICS, car il vise à harmoniser les méthodes et procédures qui protègent la santé des consommateurs, assurent des pratiques loyales, facilitent le commerce international des denrées alimentaires et améliorent l'échange de données.
14. L'un des principaux avantages de ces travaux serait la création d'un cadre dans lequel d'autres orientations du Codex relatives au numérique pourraient être organisées et reliées aux normes numériques internationales pertinentes élaborées par d'autres instances multilatérales. L'objectif est de guider le processus de développement des pays en définissant une voie claire pour la numérisation de leur SNCA et d'encourager l'adoption généralisée de modes de fonctionnement numériques en soutenant la priorisation et le développement de systèmes numériques capables de partager des données en toute sécurité. Ces travaux pourraient également contribuer à la sécurité alimentaire en minimisant ou en réduisant les obstacles au commerce dus à une fracture numérique croissante, où les pays moins avancés dans l'adoption de modes de fonctionnement numériques ou dotés de systèmes numériques différents, sont exclus ou incapables de participer équitablement au commerce international. L'élaboration de principes de haut niveau fournira un cadre souple capable de s'adapter aux besoins des pays indépendamment de leur stade de développement et de prendre en compte leurs éventuelles faiblesses au niveau des infrastructures et des compétences/capacités.
15. Le cadre d'organisation des orientations numériques devrait s'appuyer sur des principes généraux, car des orientations trop spécifiques risquent de compliquer la transformation numérique des pays, en raison de liens peu clairs et de la génération d'informations potentiellement redondantes et contradictoires. Cela pourrait influencer la priorité que les pays accordent à la numérisation ainsi que leur succès dans ce domaine.
16. Malgré les avantages évidents de la numérisation, le Comité pourrait juger prématuré d'élaborer de telles orientations, car aucun pays n'est parvenu à ce jour à numériser entièrement un SNCA. Le Comité doit être conscient de l'évolution rapide du numérique et veiller à ce que les orientations ne deviennent pas obsolètes trop vite en raison de spécifications techniques trop détaillées. Ces risques peuvent être gérés en s'assurant que les principes restent de haut niveau et axés sur les résultats, en s'appuyant sur l'expérience actuelle de la numérisation d'éléments spécifiques des SNCA qui ont une application universelle.

Recommandation

17. Il est proposé que le CCFICS entame l'élaboration de nouveaux principes de haut niveau, intégrant les considérations clés pour guider les pays dans la numérisation cohérente des parties pertinentes de leurs systèmes nationaux de contrôle des aliments, comme décrit dans le document de projet en **annexe I**. Ces travaux comprendraient également l'examen des orientations existantes du Codex et d'autres organisations internationales, afin de créer une structure transparente et interconnectée pour améliorer la sécurité sanitaire des aliments et la sécurité alimentaire, tout en favorisant l'interopérabilité entre divers systèmes et plateformes.

DOCUMENT DE PROJET**ÉLABORATION DE PRINCIPES POUR LA NUMÉRISATION DES SYSTÈMES NATIONAUX
DE CONTRÔLE DES ALIMENTS****1. Objet et champ d'application de la nouvelle norme proposée**

L'objet des travaux proposés est d'élaborer des principes de haut niveau qui guident les autorités dans l'examen et l'application de solutions numériques visant à améliorer les systèmes existants de contrôle des aliments. Une approche fondée sur des principes serait légère et offrirait la souplesse nécessaire aux membres qui envisagent des solutions numériques dans le cadre de leurs programmes de modernisation de la réglementation et contribuerait à soutenir et à encourager un abandon progressif des pratiques manuelles/physiques. Le champ d'application des travaux serait large, les principes pouvant être appliqués à toute partie appropriée d'un système national de contrôle des aliments susceptible de bénéficier de la numérisation et de l'utilisation responsable et éthique d'outils numériques, dont l'intelligence artificielle.

2. Pertinence et actualité

La modernisation de la réglementation et l'amélioration continue sont des caractéristiques de nombreux systèmes de contrôle, car les autorités compétentes s'efforcent d'améliorer l'efficacité et l'efficience de leurs SNCA afin de mieux protéger la santé des consommateurs, d'assurer la sécurité alimentaire et de faciliter les pratiques commerciales loyales. Les approches numériques sont considérées par beaucoup comme propices à la prise de décision fondée sur les données, à la transparence et à l'existence de données probantes solides qui permettent aux autorités de mieux cibler leurs ressources en matière de réglementation. Les avantages de la numérisation comprennent l'amélioration de la productivité, de la durabilité et de la résilience et la possibilité d'un suivi en temps réel et de réponses rapides aux problèmes, et représentent une étape vers la transformation du système alimentaire. La numérisation est globalement applicable aux SNCA, ou à des parties de ceux-ci, et il serait donc opportun d'élaborer des principes de haut niveau pour soutenir son application par les membres.

Les pays ont conscience de ces avantages et ont entamé la numérisation de certaines parties de leur SNCA, ou entendent le faire. Compte tenu de cette tendance et de l'énorme tâche à laquelle les autorités compétentes sont confrontées, des principes de haut niveau aideront les pays à affiner et à choisir une approche adaptée à leur situation et à leurs capacités nationales, en s'appuyant sur les expériences existantes qui contribueront à renforcer la collaboration pour surmonter les défis communs.

Le Comité a manifesté un vif intérêt pour l'élaboration de directives numériques sous forme de principes de haut niveau, afin d'étayer certains textes existants ou en cours d'élaboration du CCFICS, comme l'illustre le nombre de questions liées au numérique figurant dans la dernière liste des questions émergentes (CX/FICS 24/27/9, annexe A). Dans ce contexte, il est également opportun de donner la priorité à l'élaboration d'un cadre au sein du CCFICS qui relie et organise ces travaux avec ceux des comités du Codex Alimentarius et qui soit cohérent avec les travaux en cours dans d'autres organisations internationales.

3. Principales questions à traiter

Ces travaux aboutiraient à l'élaboration de principes de haut niveau pour guider et aider les autorités compétentes dans l'examen et l'adoption de solutions numériques qui pourraient contribuer à transformer et à moderniser leurs SNCA, ou certaines parties de ceux-ci. Ces principes, qui constitueraient un cadre général, reprendraient les principales considérations universelles à l'intention des autorités compétentes. Ils serviraient de base aux travaux futurs et aux propositions d'orientations spécifiques liées au numérique, qui devraient être examinées au cas par cas lorsqu'elles sont soumises.

Les principes seraient élaborés de manière à tenir compte des normes et orientations internationales existantes dans le domaine du numérique, qui fournissent des informations ayant trait à la numérisation des SNCA. Cette approche garantira que les travaux menés par le Codex Alimentarius dans le domaine numérique seront alignés et cohérents avec ceux en cours dans d'autres instances multilatérales.

Notant que les processus de transformation numérique doivent être conduits par l'utilisateur, les principes tiendront également compte des orientations numériques de haut niveau disponibles, spécifiques aux SNCA. De tels principes n'ont pas été élaborés dans le cadre du Codex Alimentarius ou d'autres instances multilatérales s'occupant de sécurité sanitaire des aliments. Les orientations seraient suffisamment souples pour être appliquées par différents pays et systèmes à différents stades de développement afin d'aider les autorités compétentes à se repérer dans le processus de transformation numérique, par exemple en demandant aux autorités d'examiner les coûts/avantages.

Les principes comprendraient des définitions pertinentes, y compris celles liées au numérique formulées dans d'autres textes du Codex ou élaborées dans des organisations multilatérales. De même, ils feraient référence à l'utilisation de normes de données pour encourager et permettre le partage des données au sein de leur SNCA et avec des partenaires commerciaux.

Les principes seraient de haut niveau et offriraient aux autorités la souplesse nécessaire pour les appliquer en fonction de leur situation et de leurs capacités nationales. Ils ne comprendront pas non plus d'orientations spécifiques sur les technologies disponibles applicables à un élément ou à une partie spécifique du SNCA. Si des orientations spécifiques s'avéraient nécessaires, elles seraient probablement envisagées dans un premier temps comme une question émergente pouvant faire l'objet de nouveaux travaux reposant sur les principes de haut niveau.

4. Évaluation au regard des critères régissant l'établissement des priorités des travaux

a) *Diversité des législations nationales et obstacles au commerce international qui semblent, ou pourraient, en résulter.*

D'une manière générale, les législations nationales sont en cours de révision et/ou de modification afin de mieux tenir compte des mesures que les gouvernements peuvent adopter afin de promouvoir l'utilisation d'outils et de technologies numériques dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation.

Parallèlement, les décideurs politiques évaluent les opportunités, les coûts et les risques potentiels de la transformation numérique, et il est probable que cette tendance s'accélère. Des orientations supplémentaires élaborées par le Codex Alimentarius pourraient encourager et aider les pays tout au long de ce processus afin de soutenir l'abandon progressif des pratiques manuelles/physiques et sur support papier dans la réglementation de la sécurité sanitaire des aliments. Elles pourraient également contribuer à réduire les obstacles au commerce dus à une fracture numérique croissante, où les pays moins avancés dans l'adoption de modes de fonctionnement numériques ou dotés de systèmes numériques différents sont exclus ou incapables de participer équitablement au commerce international.

b) *Portée des travaux et détermination des priorités dans les différents domaines d'activité.*

La priorité serait d'élaborer un cadre général pour le CCFICS, étayé par des principes de haut niveau qui reflètent les considérations essentielles des autorités compétentes qui envisagent la numérisation de leur SNCA ou qui sont en train de la réaliser. Ces travaux permettraient de rassembler les principes de la numérisation communs à différents aspects des SNCA, de relier les travaux existants et futurs du CCFICS dans ce domaine et d'assurer l'assimilation avec les travaux d'autres organisations internationales. Un élément essentiel de ces travaux consistera à identifier les orientations numériques existantes susceptibles de s'appliquer à la numérisation des SNCA, *qu'elles soient issues ou non du secteur alimentaire*.

L'identification et/ou la formulation de définitions pour faciliter la cohérence de l'interprétation et de la mise en œuvre des exigences relatives à la numérisation des SNCA seraient une priorité secondaire, car un grand nombre de ces définitions existent probablement déjà.

Une fois les principes établis, l'examen des orientations existantes du CCFICS serait effectué pour supprimer les répétitions et faire référence aux principes afin de fournir une structure transparente dans laquelle les textes du Codex seraient requis.

c) *Travaux déjà entrepris dans ce domaine par d'autres organisations internationales et/ou travaux suggérés par (les) l'organisme(s) international(aux) intergouvernemental(aux) pertinent(s).*

Des principes spécifiques sur la numérisation des SNCA n'ont pas été élaborés et ne sont pas non plus en cours d'élaboration par d'autres organisations internationales. Cette question suscite un intérêt considérable, et de nombreuses instances internationales, dont l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), réunissent les pays pour discuter de la numérisation de la sécurité sanitaire et du commerce des aliments et élaborer des rapports d'analyse et des études de cas afin d'améliorer la prise de conscience des défis et des opportunités qu'elle présente. Les principales connaissances et conclusions tirées de ces activités de collecte d'informations seront prises en compte lors de l'élaboration des principes.

Les organisations internationales ont réalisé ou réalisent un grand nombre de travaux dans le domaine du numérique, qui peuvent s'appliquer à la numérisation des SNCA et à la sécurité sanitaire des aliments, mais qui ne lui sont pas nécessairement spécifiques. Il convient de noter que la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) étudie l'utilisation d'outils numériques pour étayer les décisions visant à prévenir l'apparition de foyers d'organismes nuisibles aux végétaux. La CIPV et l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA) disposent toutes deux d'orientations sur l'application de la certification phytosanitaire et vétérinaire électronique. En outre, les travaux entrepris par la Commission

économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU), l'Organisation mondiale des douanes (OMD), l'Organisation internationale de normalisation (ISO) et l'OCDE nécessitent un examen approfondi afin d'identifier les liens possibles avec la numérisation des SNCA. Cet examen est inclus en tant qu'aspect spécifique du champ d'application des nouveaux travaux proposés.

d) *Aptitude de la question à la normalisation.*

La numérisation se prête parfaitement à la normalisation. Les auteurs de la proposition estiment que des principes peuvent être élaborés pour traiter les questions identifiées dans la présente proposition de nouveaux travaux.

e) *Dimension internationale du problème ou de la question.*

Pour que les pays investissent dans la numérisation des SNCA, il est extrêmement important que le Codex Alimentarius fournisse des orientations claires et structurées qui soient alignées sur celles d'autres organisations internationales liées au commerce. Cela simplifierait la trajectoire de développement pour les pays qui réalisent la numérisation de leur SNCA ou qui envisagent de le faire, encouragerait une plus grande adoption des solutions numériques et contribuerait à éviter l'apparition d'obstacles au commerce international découlant de la fracture numérique.

5. Pertinence par rapport aux objectifs stratégiques du Codex

La transformation numérique des SNCA est une question d'actualité dans le domaine de la réglementation de la sécurité sanitaire des aliments. L'élaboration de principes s'alignerait sur l'objectif stratégique 1 du Codex Alimentarius : Réagir rapidement aux problèmes actuels, naissants et cruciaux.

La numérisation est susceptible de faciliter les contrôles nationaux et internationaux en les rendant plus efficaces et plus rationnels. Elle pourrait aussi améliorer la modélisation prédictive et précise des risques, ainsi que le ciblage des ressources, afin d'optimiser l'utilisation des ressources existantes ou en déclin. Les audits/inspections à distance, les contrôles automatisés, l'amélioration de la traçabilité, etc. sont autant d'exemples d'avantages pouvant être obtenus.

Ces travaux sont également liés à plusieurs objectifs de développement durable, dont l'ODD 12 – Assurer des modes de consommation et de production durables – et l'ODD 17 – Revitaliser le partenariat mondial pour le développement durable. La numérisation des SNCA peut aider les gouvernements à mieux élaborer, concevoir et appliquer les politiques et réglementations de sécurité sanitaire des aliments, à devenir plus efficaces et à réduire les gaspillages. En établissant une voie claire pour que les pays adoptent des solutions et des modes de fonctionnement numériques, elle peut faciliter une plus grande adoption et réduire la fracture numérique, ce qui est important pour continuer à soutenir un système commercial multilatéral non discriminatoire et équitable. Il est également largement reconnu que la numérisation participera à la transformation du système alimentaire vers un modèle plus durable.

6. Informations sur la relation entre la proposition et les documents existants du Codex ainsi que les autres travaux du Codex en cours

Plusieurs textes du CCFICS utilisent les expressions « moyens électroniques » ou « par voie électronique » sans en préciser le sens. Plusieurs textes contiennent également des conseils sur la collecte, l'analyse et la communication de données dans une perspective scientifique plutôt que numérique.

D'autres textes du Codex Alimentarius contiennent très peu d'informations sur le numérique. Comme au CCFICS, plusieurs textes contiennent des orientations sur la collecte, l'analyse et la communication de données issues d'un processus scientifique, mais pas d'un point de vue numérique.

Un résumé de l'analyse préliminaire des lacunes est donné à l'**annexe 1**.

7. Identification de tout besoin et disponibilité d'avis scientifiques d'experts

Aucun prévu.

8. Identification des besoins éventuels de contributions techniques à une norme de la part d'organisations extérieures, à des fins de planification

Aucun prévu.

9. Calendrier proposé pour la réalisation de ces nouveaux travaux, y compris la date de début, la date proposée pour l'adoption à l'étape 5, et la date proposée pour l'adoption par la Commission ; le délai d'élaboration ne devrait normalement pas dépasser cinq ans.

Sous réserve de l'approbation par la Commission à sa 47^e session, en 2024, les travaux devraient en principe être achevés en quatre ou cinq ans, en fonction du calendrier des sessions du CCFICS :

- Approbation des nouveaux travaux à la 27^e session du CCFICS : septembre 2024
- Approbation des nouveaux travaux à la 47^e session de la Commission : novembre 2024
- Avant-projet de principes pour examen à l'étape 3 à la 28^e session du CCFICS : octobre 2026
- Avant-projet de principes pour examen à l'étape 5 à la 29^e session du CCFICS : 2028
- Finalisé pour adoption à l'étape 8 à la 30^e session du CCFICS : 2029
- Adoption à la 53^e session de la Commission : 2030

ANNEXE 2

Résumé de l'analyse des lacunes des textes du Codex Alimentarius

Le tableau suivant dresse un résumé des textes existants du Codex abordant le numérique ou les données. Bien qu'une analyse plus complète des lacunes s'impose, le résumé ci-après a pour but de donner aux pays membres un aperçu des orientations numériques existantes afin de les aider à déterminer s'il convient d'en élaborer de nouvelles.

Comité du Codex sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (CCFICS)

[CXG 19-1995](#) *Principes et directives pour l'échange d'informations dans les situations d'urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments* (paragraphe 5.3 et 6.4), [CXG 25-1997](#) *Directives concernant les échanges d'informations entre pays sur les rejets de denrées alimentaires à l'importation* (paragraphe 3), [CXG 26-1997](#) *Directives sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires* (paragraphe 38 et 40), [CXG 47-2003](#) *Directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires* (paragraphe 34), [CXG 89-2016](#) *Principes et directives sur l'échange d'informations entre des pays importateurs et exportateurs pour soutenir le commerce alimentaire* (paragraphe 5), [CXG 101-2023](#) *Directives relatives à la reconnaissance et au maintien de l'équivalence de systèmes nationaux de contrôle des aliments* (SNCA) (paragraphe 5.5), [CXG 93-2021](#) *Principes et directives pour l'évaluation et l'utilisation de programmes volontaires d'assurance par des tiers*

Résumé : Les directives et principes susmentionnés privilégient tous l'utilisation de « moyens électroniques » ou le travail « par voie électronique », et font ainsi référence à la numérisation des données. Ils fournissent peu de détails sur ce que cela implique ni sur les moyens à mettre en œuvre pour procéder de manière efficace et efficiente afin de rationaliser les flux de travail.

[CXG 91-2017](#) *Principes et directives pour le suivi des performances de systèmes nationaux de contrôle des aliments* (paragraphe 10, 15, 23, 24, 41, 43, 46, 48, 49, 50, 53, 54, 55, 56 et 58)

Résumé : Ces principes et directives contiennent des informations sur la collecte, l'analyse et la communication des données permettant de suivre et d'évaluer les performances d'un SNCA. Il s'agit de considérations générales qui seraient pertinentes pour les principes de haut niveau, car la gestion des données est essentielle au bon fonctionnement des systèmes numériques pour tous les éléments et toutes les fonctions des SNCA. Ce texte envisage également de modifier les approches pour tenir compte des avancées technologiques et de l'évolution des méthodes d'analyse des données.

[CXG 38-2001](#) *Directives pour la conception, l'établissement, la délivrance et l'utilisation des certificats officiels génériques* (paragraphe 6, 29, 43, 48 et annexes 1 et 2)

Résumé : Ces directives fournissent des informations spécifiques pour soutenir la capacité de l'autorité (des autorités) compétente(s) à recourir à l'échange dématérialisé des certificats électroniques. Bien que se rapportant à la certification électronique, elles contiennent des orientations qui pourraient s'appliquer à l'ensemble d'un SNCA, telles que la capacité numérique de l'autorité compétente, la sécurité, l'interopérabilité, l'exactitude et la fiabilité des données, entre autres, qui pourraient s'appliquer aux principes de haut niveau.

[CXG 93-2021](#) *Principes et directives pour l'évaluation et l'utilisation de programmes volontaires d'assurance par des tiers* (en particulier les références au partage d'informations et de données)

Résumé : Ces principes et directives contiennent des informations sur l'échange de données entre les autorités compétentes et les responsables de programmes volontaires d'assurance par des tiers. Bien que se rapportant aux interactions avec ces programmes, ils contiennent des orientations sur l'échange de données entre les participants à la chaîne d'approvisionnement qui pourraient s'appliquer à l'ensemble d'un SNCA, comme l'utilisation de plateformes technologiques, la crédibilité et l'intégrité des données, ainsi que le flux et la dispersion des données.

[CXG 102-2023](#) *Principes et directives sur l'utilisation d'audits et d'inspections à distance dans les cadres réglementaires* (section 1, section 4 [paragraphe 4], section 5 [principes 1 et 4], section 6, section 7 [7.1]).

Résumé : Ces principes et directives contiennent des informations spécifiques sur l'utilisation des technologies et outils numériques dans le cadre des audits et inspections à distance. Bien que se rapportant à ces audits et inspections, ils contiennent des orientations sur la collaboration avec les pays visant à déployer des technologies pour assumer des fonctions de réglementation, la prise en compte de la technologie appropriée, l'IdO et les TIC, qui peuvent également avoir une application élargie aux SNCA.

Comité du Codex sur l'hygiène alimentaire (CCFH)

[CXG 69–2008](#) Directives relatives à la validation des mesures de maîtrise de la sécurité alimentaire, [CXG 96-2022](#) Directives pour la gestion des épidémies biologiques d'origine alimentaire et [CXG 100-2023](#) Directives de sécurité sanitaire pour l'utilisation et le recyclage de l'eau dans la production et la transformation des aliments

Résumé : Ces directives et principes font référence au travail « par voie électronique » ou fournissent des orientations sur la collecte, l'analyse et la communication des données en vue d'une prise de décision scientifique et/ou du stockage des informations. Aucun de ces documents d'orientation n'est axé sur le numérique. Ils reprennent toutefois des thèmes communs liés à l'utilisation des données.

Comité du Codex sur les résidus de pesticides (CCPR)

[CXG 97-2022](#) Directives pour la reconnaissance des substances actives ou des utilisations autorisées des substances actives qui présentent un faible risque pour la santé publique et qui sont considérées comme exemptées de l'établissement de limites maximales de résidus ou qui ne donnent pas lieu à des résidus

Résumé : Ces directives contiennent des informations sur la collecte, l'analyse et la communication de données en vue d'une prise de décision scientifique en ce qui concerne les substances actives peu préoccupantes pour la santé publique.

Groupe intergouvernemental spécial du Codex sur la résistance aux antimicrobiens (TFAMR)

[CXG 94-2021](#) – Directives sur le suivi et la surveillance intégrés de la résistance aux antimicrobiens d'origine alimentaire

Résumé : Ces directives contiennent des informations sur la collecte, l'analyse et la communication de données en vue d'une prise de décision scientifique concernant la résistance aux antimicrobiens d'origine alimentaire.

Critères du CCFICS pour aider le Comité à hiérarchiser l'élaboration de nouveaux travaux.

Critère	Notation
Pertinence au regard du mandat du CCIFCS	Oui
Urgence immédiate	Moyenne
Impact sur la sécurité sanitaire des aliments	Moyenne
Impact sur les pratiques loyales dans le commerce	Moyenne